



AIDE D'URGENCE AUX COMMERCE ET ARTISANS DE PROXIMITÉ
RENSEIGNEMENTS SUR LE DEMANDEUR ET L'ENTREPRISE

I – LA SOCIÉTÉ

Date d'immatriculation : ____ / ____ / ____

Numéro SIRET : |__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|__|

Raison Sociale : _____

Nom Commercial / Enseigne : _____

Forme Juridique (hors association et microentreprise) :

EI EURL EURL SNC SA SARL SAS SASU Autre : _____

Représentant(s) de l'Entreprise

Civilité : Madame Monsieur

Civilité : Madame Monsieur

NOM d'usage : _____

NOM d'usage : _____

NOM de naissance : _____

NOM de naissance : _____

Prénom : _____

Prénom : _____

Adresse du siège social : _____

Code Postal : |__|__|__|__| VILLE : _____

Téléphone : |__|__|__|__|__| Email : _____@_____

II – L'ACTIVITÉ

Lieu de l'activité : Centre-bourg (plan en annexe) Autre

Secteur d'activité :

Alimentation spécialisée
(confiserie, chocolaterie, boissons, ...)

Équipements de la personne
(habillement, maroquinerie, opticien, ...)

Restaurant – Bar

Coiffure – Soins – Beauté – Parfumerie

Librairie – Presse – Papeterie

Cordonnerie – Mercerie – Quincaillerie – Couture

Décoration – Fleuriste

Activités de loisirs – Prestataires touristiques

Horlogerie – Bijouterie

Informatique – Télécommunications

Autre _____

Effectif : 5 salariés ou moins

6 salariés ou plus

Date de commencement de l'activité (si différente de la date d'immatriculation) : ____ / ____ / _____

Chiffre d'Affaires annuel réalisé < 350 000 euros HT : OUI NON

ou pour les entreprises de moins d'un an Chiffres d'Affaires mensuel < 29 170 euros HT : OUI NON

TLPE :

L'entreprise est-elle assujettie ? OUI NON

L'entreprise est-elle exonérée ? OUI NON

ETAT DE VOTRE ACTIVITÉ :

Interdiction d'ouverture (arrêté du 15 mars 2020)

Arrêt de votre activité (même si reprise avant ...)

Recours à l'activité partielle

Continuité de votre activité

Avez-vous eu recours aux autres dispositifs (échelonnement des paiements, chômage partiel, fonds de solidarité, ...) mis en place dans le cadre de la crise sanitaire Covid-19 ?

Demande auprès de l'URSSAF

Demande auprès des services des impôts, de le DGFIP, SIP, ...

Demande auprès de la DIRECCTE

Demande de fonds de solidarité – volet 1

Demande de fonds de solidarité – volet 2

Demande auprès de la Région

Demande de crédit de trésorerie auprès de votre banque et/ou établissements de prêts

Saisie de la médiation du crédit, Banque de France

Demande de report d'échéance auprès de vos fournisseurs, vos clients (assistance possible du médiateur des entreprises)

III – DECLARATION

COORDONNÉES BANCAIRES DE L'ENTREPRISE

Le compte bancaire sur lequel vous souhaitez que l'aide soit versée doit être celui de votre entreprise et non celui du dirigeant ou d'un associé.

Titulaire du compte bancaire de l'entreprise : _____

Code IBAN : _____

Code BIC : _____

DECLARATION

Je certifie sur l'honneur que mon entreprise remplit les conditions pour bénéficier de cette aide et l'exactitude des informations déclarées ainsi que l'absence de dette fiscale ou sociale impayée au 31 décembre 2019, à l'exception de celles bénéficiant d'un plan de règlement.

Je certifie sur l'honneur que mon entreprise ne fait ni l'objet d'une procédure collective, ni l'objet d'une promesse de vente signée.

Je m'engage à ne procéder à aucun licenciement dans les 12 mois qui suivent le versement de l'aide qui pourrait m'être octroyée par la commune.

L'article 441-6 du code pénal punit de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public une allocation, un paiement ou un avantage inclus.

Fait le ____ / ____ / _____

A _____

Signature

Justificatifs à joindre à la présente demande :

Extrait de K-bis de moins d'un mois

Attestation comptable du CA 2019 délivrée par le cabinet comptable ou bilan 2019, Attestation comptable comptable mensuelle du Chiffre d'Affaires pour les entreprises de moins d'un an

Copie de l'attestation de recevabilité au fonds national de solidarité

Attestation comptable du versement ou copie de l'extrait bancaire l'attestant

Document attestant de l'accord ou le refus de la BPI ou attestation d'autorisation de découvert bancaire

NB : Toute demande incomplète ou non accompagnée des justificatifs nécessaires sera rejetée.